Ain : finances du département

Département · 01 · 686 804 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Ain affichait un encours de dette de 370,5 M€, soit 539 € par habitant, une épargne brute égale à 14,9 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 3,8 ans.

Dette par habitant
539 €
370,5 M€ au total

Capacité de désendettement
3,8 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
14,9 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
802 € / hab.
550,5 M€ au total

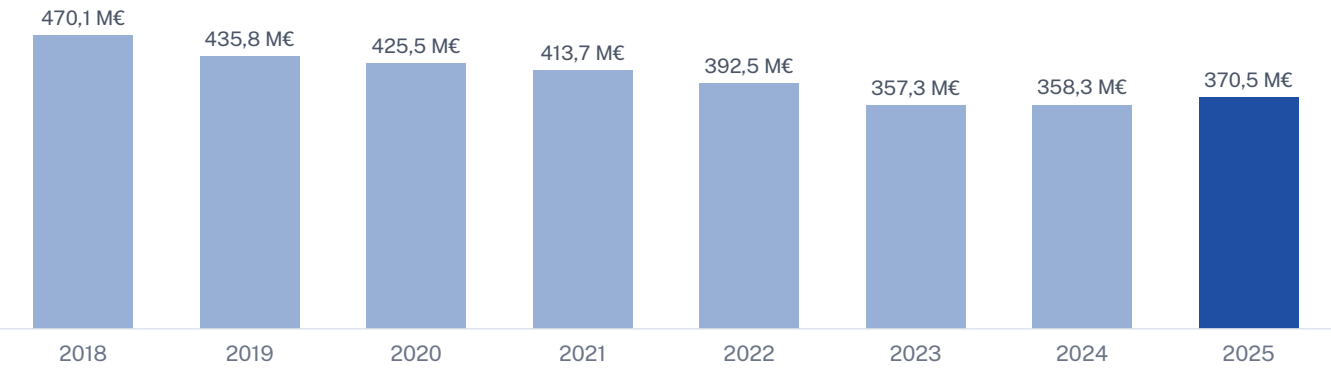
Les comptes du département en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 97 départements dont les comptes sont publiés (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	802 €	parmi le quart des départements où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	22,5 %	180 € par habitant : parmi le quart des départements où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	14,9 %	141 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des départements.
Est-elle endettée ?	539 €	un peu au-dessus de la moitié des départements.
Investit-elle ?	105 €	un peu en dessous de la moitié des départements.
Combien rapportent les impôts locaux ?	19 €	parmi le quart des départements où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 470,1 M€ en 2018 à 370,5 M€ en 2025 (-21,2 %). Valeur la plus basse : 357,3 M€ en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	470,1 M€	16,4 %	5 ans	70,9 M€
2019	435,8 M€	18,6 %	4 ans	71 M€
2020	425,5 M€	18,3 %	4,1 ans	53,3 M€
2021	413,7 M€	23,4 %	2,9 ans	59,7 M€
2022	392,5 M€	26,7 %	2,2 ans	75 M€
2023	357,3 M€	19,2 %	3 ans	98,9 M€
2024	358,3 M€	14,6 %	3,9 ans	100,1 M€
2025	370,5 M€	14,9 %	3,8 ans	72,1 M€

La dette de toutes les collectivités du département

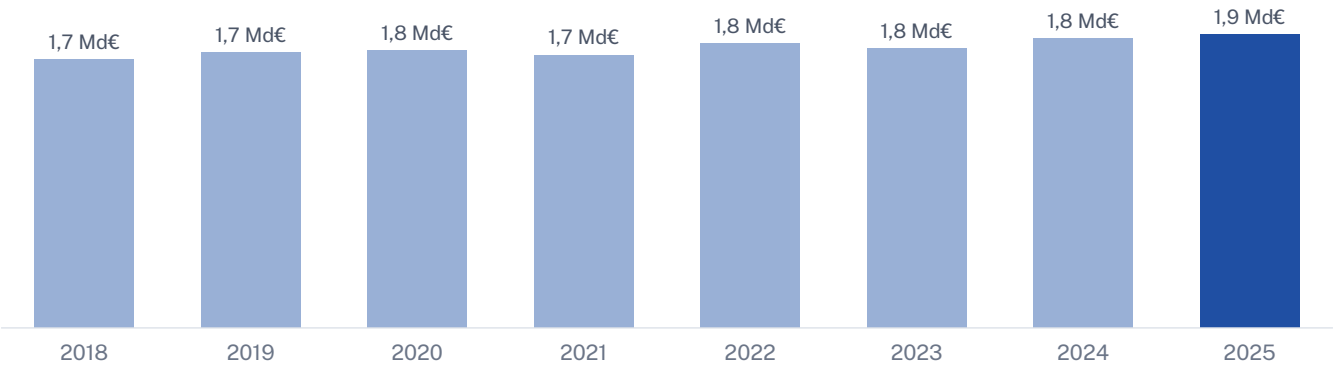
Communes, intercommunalités, département et syndicats du territoire, exercices 2018 à 2025 ; la dette de la région n'est pas répartie entre ses départements.

Dette fin 2025
1,9 Md€
toutes les collectivités comptées

Par habitant
2 714 €
686 804 habitants

Depuis fin 2018
+9,5 %
161,4 M€ de plus

Encours de dette au 31 décembre, 2018-2025



Niveau	2018	2025	Évolution	Part 2025	Par habitant
Communes	627,7 M€	549 M€	-12,5 %	29,5 %	799 €
Intercommunalités	258,9 M€	397,8 M€	+53,7 %	21,3 %	579 €
Départements	470,1 M€	370,5 M€	-21,2 %	19,9 %	539 €
Syndicats	345,6 M€	546,4 M€	+58,1 %	29,3 %	796 €
Total	**1,7 Md€**	**1,9 Md€**	**+9,5 %**	**100 %**	**2 714 €**

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'OFGL (data.ofgl.fr) sous Licence Ouverte 2.0, encours au 31 décembre de chaque exercice. Chaque collectivité n'est comptée qu'une fois (la Ville de Paris au niveau communal, la Métropole de Lyon au niveau intercommunal) ; la dette d'une intercommunalité est répartie entre départements et régions selon la population de ses communes membres ; un syndicat est rattaché au département de son siège. Les établissements publics locaux hors syndicats ne sont pas comptés. Données du 30/10/2026.

Qui vit ici

Indicateur	Ain	Comparaison
Habitants (2023)	679 344	+11 % depuis 2012
65 ans ou plus (2023)	19 %	France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2,4 pour 100 habitants	
Salariés du secteur privé (2025)	158 922	+8,6 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	67 407	−2,7 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	108,7	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

300 270 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; le territoire compte 230 250 emplois, soit 76 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	1 %	1,3 %	1,3 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	6,9 %	6,6 %	8,1 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	17,3 %	20,1 %	13,8 %
Professions intermédiaires	28 %	26,4 %	26,4 %
Employés	24,6 %	26,1 %	24,6 %
Ouvriers	22,3 %	19,5 %	25,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Auvergne-Rhône-Alpes

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	59 090	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	58 490	1,7 %
Secrétaires, employés de la bureautique	56 510	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	50 710	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	50 250	1,4 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	45 240	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	44 710	1,3 %
Agents de service des établissements de santé	39 960	1,1 %
Conducteurs de poids lourds	39 490	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	39 470	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	36 930	1 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	36 680	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Ain (01)) : 12 890 au moins, dont 57,6 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	788	84,3 %
Aides-soignants	535	77,9 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	502	46,6 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	409	42,3 %
Employés de libre service	397	22,7 %
Agriculteurs	324	77,8 %
Serveurs de cafés restaurants	322	60,2 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	316	30,1 %
Caissiers	232	31,9 %
Magasiniers et préparateurs de commandes peu qualifiés	224	51,3 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Ain
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	10,7 M€ pour 8 projets
Part du coût des projets payée par l'État	23,2 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	10,4 M€ pour 6 aides

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DSID	Réhabilitation du site de la Madeleine Bâtiments Saint Antoine et Sainte Thérèse	2 120 380 €
2025	DSID	Rehabilitation et extension du batiment Sainte-Anne a la Cite departementale de la Madeleine a Bourg-en-Bresse	1 813 635 €
2024	DSID	Rehabilitation du Batiment 13 sur le site de la Madeleine a Bourg-en-Bresse	1 333 753 €
2024	DSID	Construction d'un centre departemental de la solidarite (CDS) a Lagnieu	828 872 €
2023	DSID	Réhabilitation Maison Départementale de l'Enfance de l'Ain	200 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Marchés publics (2021 à 2025)

Indicateur	Communes du département	Médiane des communes
Marchés attribués avec une seule offre	17,9 %	20 %
Marchés d’au moins 40 000 € HT passés sans mise en concurrence	1,7 %	0 %
Entreprises titulaires aujourd’hui fermées	2,9 %	0 %

Marchés publiés de 2021 à 2025 (données essentielles de la commande publique consolidées, data.gouv.fr) et répertoire Sirene du 01/11/2026. Repères à comprendre, pas des irrégularités.

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.